

Parmi les pays qui ont le taux le plus élevé de crimes contre les femmes journalistes se trouvent la Russie, où 25 d'entre elles ont été tuées depuis 1994 à cause de leur travail; le Mexique, où quatre femmes reporters ont été assassinées en toute impunité en 2011 seulement, et les Philippines, où sept écrivaines et communicatrices ont été tuées depuis 2005, selon ce qu'indique un bulletin spécial lancé par la Fédération internationale des journalistes (FIJ) pour commémorer cette journée.

Les tactiques varient d'un pays à l'autre. « En Iran, c'est la menace d'emprisonnement, en Libye et en Égypte, c'est l'augmentation du nombre d'agressions sexuelles, et en Somalie, ce sont les balles », dit Mindy Ran, présidente du Conseil de la FIJ sur les rapports hommes-femmes.

Bahreïn est un autre point chaud d'impunité pour ceux qui tuent, torturent et menacent les femmes, rapporte le Centre des droits de la personne de Bahreïn (Bahrain Center for Human Rights, BCHR). Quatre femmes ont été tuées depuis le commencement des manifestations en faveur de la démocratie, au début de l'année, dont deux femmes asphyxiées à mort des suites des gaz lacrymogènes excessifs lancés sur les manifestants, tandis qu'une troisième a succombé chez elle après avoir perdu connaissance lorsque les forces de sécurité ont fait irruption dans son domicile, selon ce que rapporte le BCHR. Les femmes et les filles qui manifestaient contre l'emprisonnement de membres de leur famille ont elles-mêmes été jetées en prison. Certaines d'entre elles ont été torturées.

Le 23 novembre, Caroline Sinz, une journaliste française de l'Agence France-Presse, a été agressée sexuellement par des individus dans un attroupement tandis qu'elle assurait la couverture d'une manifestation au square Tahrir, en Égypte. L'agression a duré 45 minutes avant qu'un groupe d'Égyptiens ne se porte à sa rescousse, indique Reporters sans frontières (RSF). Aussi le même jour, une journaliste égypto-américaine, Mona Eltahawy, a été incarcérée pendant 12 heures, tabassée par les forces de sécurité et a subi des attouchements à répétition de la part des policiers, indiquent RSF et le CPJ.

Depuis le 25 novembre, le Réseau international des femmes de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires participe à la Campagne de 16 jours contre la violence faite aux femmes organisée par le Center for Women's Global Leadership (Centre pour le Leadership mondial des femmes), dont le siège est aux États-Unis. Les radiodiffuseurs communautaires de partout dans le monde soulignent la campagne, qui se concentre cette année sur la violence exercée par l'État, en racontant les histoires de femmes visées pour des raisons politiques, agressées sexuellement pendant un conflit ou agressées par des policiers ou des militaires. Poésie, musique, débats et interviews sur le sujet sont également présentés par les stations de radio communautaire du monde entier. Un grand nombre de ces émissions sont également accessibles sur site web de l'AMARC en baladodiffusion.

Dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, Mindy Ran et la secrétaire générale de la FIJ Beth Costa prient instamment l'ONU de soutenir la formation

en sécurité et de meilleures conditions de travail pour les femmes journalistes qui travaillent dans des environnements hostiles; elles exigent en outre qu'on rende justice dans les affaires des femmes journalistes qui ont été torturées récemment, jetées en prison et/ou assassinées en Somalie, au Mexique, en Iran, en Russie, aux Philippines, en Israël et au Népal.

La FIJ déplore aussi le fait bien réel que dans de nombreux pays, rapporter les agressions sexuelles demeure tabou, ce qui encourage l'impunité et limite les informations auxquelles les femmes et les filles ont accès en ce qui concerne leur propre sécurité.